Considérant que la consultation prévue constituerait une étape importante dans la préparation de la conférence mondiale sur les femmes qui doit avoir lieu en 1995,

1. *Décide* que la consultation sur le rôle des femmes dans la vie publique devrait être une réunion intergouvernementale;

2. *Demande instamment* à tous les gouvernements de participer activement à la consultation et de désigner à cette fin comme participants des femmes qui occupent actuellement des postes de direction dans l'administration et les institutions et organisations nationales ou que l'on tient pour promises à de hautes fonctions officielles;

3. *Invite* les gouvernements et les institutions et organisations nationales à fournir des ressources extra-budgétaires pour faciliter la préparation de la consultation, en particulier pour permettre la participation des pays les moins avancés et la diffusion d'informations sur la consultation dans les médias;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour assurer les services et l'appui nécessaires à la consultation et pour en communiquer les conclusions dans un rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session.

68^e séance plénière
14 décembre 1990

45/128. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 39/125 du 14 décembre 1984, dans laquelle elle a décidé de créer le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en tant qu'entité distincte et différenciée, associée de manière autonome au Programme des Nations Unies pour le développement,

Réaffirmant que le Fonds contribue grandement à multiplier les possibilités et les options offertes aux femmes dans les pays en développement,

Soulignant la place qu'occupe le Fonds en tant que centre de ressources spécialisé dans le domaine de la coopération en vue du développement, établissant un lien entre les besoins et les aspirations des femmes, d'une part, et les ressources, les programmes et les politiques orientées vers leur développement économique, de l'autre,

Prenant acte de la section du rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement concernant le Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme¹⁵⁹,

1. *Félicite* le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme des efforts qu'il déploie afin de mettre le rôle des femmes en relief et de faire en sorte que les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et le secteur privé prennent en considération les questions relatives aux femmes dans l'action qu'ils mènent en faveur du développement;

¹⁵⁹ A/45/347, annexe, sect. IV

2. *Note avec satisfaction* que le Fonds est parvenu à faire apprécier l'œuvre qu'il accomplit et à accroître et élargir la base financière de ses ressources, grâce notamment à l'appui des comités nationaux pour le Fonds;

3. *Se félicite* de la mise au point de stratégies nouvelles, fondées sur des priorités à court et à long terme, pour la gestion du programme du Fonds¹⁶⁰;

4. *Encourage* le Fonds dans les efforts qu'il déploie pour faire connaître et partager ses expériences, en égard à l'importance accrue que l'on attribue à la dimension humaine du développement dans la coopération technique;

5. *Prie instamment* les gouvernements et les donateurs publics et privés de continuer à apporter leur appui au Fonds en soutenant ses programmes par des contributions volontaires ou en s'engageant à y contribuer;

6. *Souligne* l'importance des travaux du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en ce qui concerne les politiques et les programmes relatifs aux activités du Fonds;

7. *Prie* le Secrétaire général d'étudier la possibilité de fournir des services de conférence, dans les langues de travail appropriées, au Comité consultatif, eu égard à l'importance de sa mission;

8. *Prie également* le Secrétaire général de lui transmettre, lors de sa quarante-sixième session, le rapport sur les activités du Fonds que l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement doit présenter conformément à la résolution 39/125 de l'Assemblée générale.

68^e séance plénière
14 décembre 1990

45/129. Application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

L'Assemblée générale,

Rappelant toutes ses résolutions pertinentes, en particulier la résolution 44/77 du 8 décembre 1989, dans lesquelles elle a, notamment, fait siennes les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme¹⁴ d'ici à l'an 2000, réaffirmé leur importance et énoncé les mesures à prendre en vue de leur mise en œuvre immédiate et de la réalisation d'ensemble des buts et objectifs concomitants de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix,

Tenant compte des résolutions que le Conseil économique et social a adoptées, depuis sa résolution 1987/18 du 26 mai 1987, sur des questions concernant les femmes,

Réaffirmant sa résolution 40/30 du 29 novembre 1985, dans laquelle elle a souligné que les personnes âgées doivent être considérées comme un élément important et nécessaire du processus de développement, à tous les niveaux, dans le cadre d'une société donnée et que les femmes âgées devraient donc être considérées comme

¹⁶⁰ *Ibid.*, sect. II.

des agents, aussi bien que comme des bénéficiaires du développement,

Réaffirmant également sa volonté résolue d'encourager la participation pleine et entière des femmes aux affaires économiques, sociales, culturelles, civiles et politiques et de promouvoir le développement, la coopération et la paix internationale,

Consciente de l'apport important et constructif de la Commission de la condition de la femme, des institutions spécialisées, des commissions régionales et des autres organes et organismes des Nations Unies ainsi que des organisations non gouvernementales compétentes à l'amélioration de la condition de la femme,

Soulignant de nouveau le caractère prioritaire que revêtent l'application, le suivi, l'examen et l'évaluation des Stratégies prospectives,

Reconnaissant dans la promotion de la femme l'une des priorités de l'Organisation pour l'exercice biennal 1990-1991,

Rappelant que la Commission a tenu en 1990 une session prolongée pour examiner et évaluer les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹⁶¹;
2. *Prend également acte* des recommandations et conclusions découlant des premiers examens et évaluations de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, jointes en annexe à la résolution 1990/15 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1990;
3. *Prie instamment* les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales d'appliquer les recommandations;
4. *Réaffirme* le paragraphe 2 de la section I des recommandations et conclusions, aux termes duquel le rythme d'application des Stratégies prospectives doit être amélioré au cours de la décennie cruciale qu'est la dernière décennie du XXe siècle car leur inapplication entraînerait un coût élevé pour la société, qu'il s'agisse du ralentissement du développement économique et social, de la mauvaise utilisation des ressources humaines ou de l'affaiblissement du progrès dans la société tout entière, et, pour cette raison, des mesures immédiates devraient être prises pour éliminer les plus sérieux obstacles à l'application des Stratégies;
5. *Demande de nouveau* aux Etats Membres d'accorder la priorité aux politiques et programmes relatifs au sous-thème "emploi, santé et enseignement", en particulier à l'alphabétisation, qui permettra aux femmes, spécialement aux femmes des zones rurales, de répondre à leurs propres besoins par l'autosuffisance et la mobilisation des ressources locales, ainsi qu'au rôle des femmes dans la prise de décisions économiques et politiques et dans les domaines de la population, de l'environnement et de l'information;

6. *Réaffirme* le rôle central de la Commission de la condition de la femme pour ce qui est de la promotion de la femme et demande à la Commission de continuer à promouvoir l'application des Stratégies prospectives d'ici à l'an 2000 sur la base des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développe-

ment et paix et du sous-thème "emploi, santé et enseignement", et prie instamment tous les organismes des Nations Unies d'aider la Commission à s'acquitter efficacement de cette tâche;

7. *Prie* la Commission, lorsqu'elle examinera le thème prioritaire se rapportant au développement, à sa trente-cinquième session et à ses sessions ultérieures, de faire en sorte qu'il en soit tenu compte lors des travaux de la réunion internationale sur la population qui se tiendra en 1994 et d'étudier le rôle de la technologie dans le développement des pays en développement;

8. *Fait sienne* la résolution 1990/12 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1990, dans laquelle le Conseil a recommandé de tenir une conférence mondiale sur les femmes en 1995 et a prié la Commission d'en être l'organe préparatoire;

9. *Prend acte* de l'offre faite par le Gouvernement autrichien d'accueillir à Vienne la conférence mondiale sur les femmes en 1995¹⁶²;

10. *Prie* la Commission, en tant qu'organe préparatoire de la conférence mondiale, de décider en 1992 au plus tard du lieu où la conférence se tiendra, étant entendu que la préférence devrait être donnée aux régions qui n'ont pas encore accueilli de conférence mondiale sur les femmes;

11. *Prie également* la Commission, lorsqu'elle se prononcera sur la préparation de la documentation destinée à la conférence, de tenir compte de la résolution 1990/9 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1990, concernant le deuxième rapport sur l'application des Stratégies prospectives;

12. *Prie en outre* la Commission de centrer l'ordre du jour de la conférence mondiale de 1995 sur les Stratégies prospectives ainsi que sur les recommandations et conclusions découlant des premiers examens et évaluations de l'application des Stratégies¹⁶³;

13. *Prie* la Commission de demander au Secrétaire général de nommer le Secrétaire général de la conférence en 1992 au plus tard;

14. *Prie* les organismes compétents des Nations Unies de continuer à présenter à la Commission des rapports à orientation pratique concernant le thème prioritaire;

15. *Souligne*, dans le cadre des Stratégies prospectives, l'importance de l'intégration totale des femmes au processus de développement, compte tenu des besoins particuliers et pressants des pays en développement, et demande aux Etats Membres d'établir des objectifs précis, à chaque niveau, en vue d'accroître la proportion de femmes occupant des postes d'encadrement, d'administration et de décision dans leur pays;

16. *Souligne également* la nécessité de se préoccuper sans plus attendre de corriger les inégalités socio-économiques aux échelons national et international, la pleine réalisation des buts et objectifs des Stratégies prospectives ne pouvant être assurée qu'à ce prix;

17. *Demande instamment* que l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements accordent une attention particulière à la situation des femmes handica-

¹⁶¹ A/45/489.

¹⁶² Voir A/C.3/45/5.

¹⁶³ E/CN.6/1990/5.

pées et que les gouvernements prennent des mesures pour assurer des chances égales à ces dernières, dans les secteurs économique, social et politique;

18. *Demande de même instamment* à la Commission, aux organismes compétents des Nations Unies et aux gouvernements d'accorder une attention particulière aux femmes et aux enfants réfugiés et aux femmes migrantes, compte tenu de leur apport sur les plans social, économique et politique et de la nécessité impérieuse d'éviter qu'elles ne fassent l'objet d'une discrimination de quelque sorte que ce soit;

19. *Approuve* la convocation en 1991 d'une consultation interrégionale de haut niveau sur le rôle des femmes dans la vie publique, dont le financement sera assuré au moyen des ressources existantes ou à l'aide de contributions volontaires ou autres;

20. *Prie* le Secrétaire général de prêter une attention particulière, lors de l'élaboration, à l'échelle du système, du plan à moyen terme pour la promotion de la femme pour la période 1996-2001 et lors de l'intégration des Stratégies prospectives dans les activités dont l'exécution a été demandée par l'Assemblée générale, au renforcement des mécanismes nationaux de promotion de la femme et aux thèmes sectoriels qui ressortissent aux trois objectifs, égalité, développement et paix, et qui couvrent notamment l'alphabétisation, l'enseignement, la santé, la population, l'environnement et la pleine participation des femmes à la prise de décisions;

21. *Prie également* le Secrétaire général de poursuivre la mise à jour de l'*Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement*¹⁵⁸, en tenant compte de l'importance de celle-ci, en mettant plus spécialement en lumière les effets préjudiciables qu'a la situation économique précaire dans laquelle se trouvent la plupart des pays en développement, notamment sur la condition de la femme, et en accordant une attention particulière à l'aggravation des difficultés auxquelles se heurte l'intégration des femmes dans la population active, ainsi qu'aux répercussions des compressions du budget des services sociaux sur les possibilités offertes aux femmes en matière d'éducation, de santé et de soins aux enfants, et de présenter une version préliminaire actualisée de l'*Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement* au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission, en 1993, et une version définitive en 1994;

22. *Demande* aux gouvernements, lorsqu'ils proposeront des candidatures à tel ou tel poste vacant au Secrétariat, s'agissant en particulier de postes de décision, d'accorder la priorité aux femmes et prie le Secrétaire général de prêter une attention particulière aux candidatures féminines proposées par des pays en développement insuffisamment ou non représentés;

23. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les organismes des Nations Unies, y compris les commissions régionales et les institutions spécialisées, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à rendre compte périodiquement au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission, des activités entreprises à tous les niveaux pour appliquer les Stratégies prospectives;

24. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à inscrire au budget ordinaire de l'Organisation

des Nations Unies les crédits nécessaires pour poursuivre la diffusion des programmes radiophoniques hebdomadaires sur les femmes dans différentes langues, ainsi que de développer le centre de liaison pour les questions relatives aux femmes au Département de l'information du Secrétariat, qui, de concert avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat, devrait produire un programme d'information plus efficace concernant la promotion de la femme;

25. *Prie en outre* le Secrétaire général d'inclure dans son rapport sur l'application des Stratégies prospectives qu'il lui présentera lors de sa quarante-sixième session une évaluation des faits nouveaux intervenus relativement aux thèmes prioritaires à examiner à la session suivante de la Commission et de transmettre à celle-ci un résumé des vues que les délégations auront exprimées à ce sujet au cours du débat de l'Assemblée générale;

26. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, lors de sa quarante-sixième session, des mesures prises pour appliquer la présente résolution;

27. *Décide* de poursuivre l'examen de ces questions lors de sa quarante-sixième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000".

68^e séance plénière
14 décembre 1990

45/130. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa foi dans l'importance de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Réaffirmant également l'importance de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination, à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale ainsi que de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en tant que conditions impératives de la pleine jouissance de tous les droits de l'homme,

Réaffirmant en outre l'obligation qu'ont tous les Etats Membres de se conformer aux principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exercice du droit à l'autodétermination par les peuples soumis à la domination coloniale et étrangère,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) et toutes les résolutions relatives à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Se félicitant de l'accession de la Namibie à l'indépendance,